

Face à la xénophobie et à la politique du Piloni

Liberté, Egalité, Fraternité

**Syndicats, partis, associations appellent à manifester
Samedi 4 septembre 2010**

**Deux lieux de rendez-vous : soit GARE de Grenoble à
14H30 soit Place du Marché de la VILLENEUVE à 14H**

Les deux cortèges se rejoindront vers 15H30 Place André Malraux pour se diriger vers la Préfecture Place de Verdun en passant par le centre ville

Une avalanche de discours et d'annonces provocatrices s'est abattue depuis plusieurs jours sur notre pays. Jusqu'au plus haut niveau de l'Etat, on entend des propos qui étaient jusqu'à présent l'apanage de l'extrême droite. Le président de la République, lui-même, montre du doigt des communautés et des groupes sociaux entiers, stigmatise les roms, les gens du voyage, les étrangers, les Français qui ne sont pas « de souche », les parents d'enfants délinquants, etc. Ce faisant, il ne lutte en rien contre la délinquance, qui est répréhensible pour tout individu sans distinction de nationalité ou d'origine : il met délibérément en cause les principes qui fondent l'égalité républicaine, alors que déjà une crise sociale et économique d'une extrême gravité menace la cohésion de la société tout entière.

En quelques jours, les plus hautes autorités de l'Etat sont passées de l'exploitation des préjugés contre les Gens du voyage au lien, désormais proclamé, entre immigration et délinquance, puis à la remise en cause de la nationalité française dans des termes inédits depuis 1945. Ce qui est à l'œuvre dans cette démarche s'inscrit dans une logique de désintégration sociale porteuse de graves dangers. **A Grenoble**, un véritable état de siège, avec hélicoptères et plusieurs centaines de policiers (BAC, CRS, GIPN), contrôles et fouilles à l'appui, a été imposé aux 10 000 habitants de la Villeneuve à la mi-juillet, et Nicolas Sarkozy n'a pas hésité à prononcer le 30 juillet, lors de l'installation d'un nouveau préfet, un **discours honteux** désignant clairement l'immigration comme une des causes de la délinquance.

Il ne s'agit plus du débat légitime en démocratie sur la manière d'assurer la sûreté républicaine, mais bien d'une volonté de désigner comme a priori dangereuses des millions de personnes à raison de leur origine ou de leur situation sociale. Quelle que soit la légitimité que confère l'élection, aucun responsable politique n'a reçu mandat de violer les principes les plus élémentaires sur lesquels la République s'est construite.

Parce que le seuil ainsi franchi nous inquiète pour l'avenir de tous, nous, organisations associatives, syndicales et politiques diverses mais qui avons en commun l'attachement aux principes fondamentaux de la République laïque, démocratique et sociale, rappelons avec force que l'article 1er de la Constitution « assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion », et que toutes propositions qui méconnaîtraient cette règle fondatrice de la démocratie constituent une atteinte à la paix civile.

Nous n'accepterons sous aucun prétexte que le nécessaire respect de l'ordre public soit utilisé pour créer des distinctions entre les habitants de ce pays et désigner des boucs émissaires.

Nous appelons donc l'ensemble des citoyens de ce pays à manifester publiquement leur opposition aux stratégies de stigmatisation et de discrimination et aux logiques de « guerre » qui menacent le vivre ensemble. Et nous appelons à un grand rassemblement citoyen à l'occasion du 140e anniversaire de la République, **le samedi 4 septembre Place de la République à Paris, à 14h00, et partout en France**, notamment à **Grenoble**, pour dire ensemble notre attachement à la liberté, à l'égalité et à la fraternité qui sont et qui resteront notre bien commun.

A l'Appel de : AC ! Agir contre le chômage- ACO [Action catholique ouvrière]- Alternatifs (Les)- ADES- APARDAP [Association de parrainage républicain des demandeurs d'asile et de protection]- Bobine (La)- Cercle laïque de Grenoble- CFDT Isère- CGT Isère- CIIP- Coordination iséroise de soutien aux sans papiers- Collectif de soutien aux réfugiés algériens- Comité Traite négrière Esclavage- FASE {Fédération pour une alternative sociale et écologique}- FSU- GCIF [Groupe chrétien immigrés français]- Groupe Ecologie et quartiers solidaires (St Martin d'Hères)- Iran Solidarités- Ligue des Droits de l'Homme (Grenoble et Isère)- LDDHI [Ligue défense des droits de l'homme en Iran]- MJS Isère- PAG [Pour une alternative à gauche]- PCF Isère- PCOF [Parti communiste des ouvriers de France]- Prime Jeunesse- PS Isère- RasL'Front du Voironnais- RESF 38- Sud Santé sociaux- UNEF- Verts Isère (Les)- Les amoureux au banc public, Association de défense des droits de l'Homme au Maroc (ASDHOM), Association France Palestine Solidarité (AFPS), Association des Marocains en France (AMF), Association nationale des Gens du voyage catholiques (ANGVC), Association républicaine des anciens combattants (ARAC), ATTAC, Autremonde, Cedetim, Confédération française démocratique du travail (CFDT), Confédération générale du travail (CGT), La Confédération Paysanne, La Cimade, Le Cran, Droit au logement (DAL), Emmaüs France, Europe Ecologie, Fédération pour une alternative sociale et écologique (Fase), Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI), Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (FNARS), Fédération SUD Education, Fédération syndicale unitaire (FSU), Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives (FTCR), FNASAT-Gens du voyage, Fondation Copernic, France Terre d'Asile, Gauche unitaire, Groupe d'information et de soutien des immigrés (GISTI), Les Jeunes Verts, Ligue des droits de l'Homme (LDH), Ligue de l'enseignement, Marches européennes, Médecins du Monde, Le Mouvement de la Paix, Mouvement contre le racisme et pour

l'amitié entre les peuples (MRAP), le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), le Parti communiste français (PCF), le Parti de Gauche, le Parti socialiste (PS), Réseau d'alerte et d'intervention pour les droits de l'Homme (RAIDH), Réseau Education Sans Frontière (RESF), SNESUP-FSU, SOS Racisme, Syndicat des avocats de France (SAF), Syndicat de la magistrature (SM), Union syndicale Solidaires,